

Niger

Informier la planification locale dans cinq localités affectées par les déplacements forcés à Diffa, Niger

Juillet 2020



ACTED

IMPACT

Shaping practices
Influencing policies
Impacting lives

AGORA

TABLE DES MATIERES

Contexte de l'étude.....	3
Méthodologie.....	4
Localité de Bagara.....	5
Contexte.....	5
Education.....	5
Santé.....	6
Eau & Assainissement.....	6
Economie locale.....	7
Fiche micro-projets.....	8
Localité de Gagamari.....	9
Contexte.....	9
Education.....	9
Santé.....	10
Eau & Assainissement.....	10
Economie locale.....	11
Fiche micro-projets.....	12
Localité de N'garwa.....	13
Contexte.....	13
Education.....	13
Santé.....	14
Eau & Assainissement.....	14
Economie locale.....	14
Localité de Issari.....	15
Contexte.....	15
Education.....	15
Santé.....	16
Eau & Assainissement.....	16
Economie locale.....	16
Fiche micro-projets.....	17
Localité de Waragou.....	18
Contexte.....	18
Education.....	19
Santé.....	19
Eau & Assainissement.....	19
Economie locale.....	19
Fiche micro-projets.....	20

Nous dédions ce travail à notre chère collègue, Charline Fouchet, qui a dirigé l'évaluation et rédigé cette publication, et que nous avons perdu à Kouré.

A propos d'AGORA

AGORA est une initiative de planification locale au service du relèvement des territoires fragiles. En encourageant les acteurs de l'aide à travailler plus efficacement avec les parties prenantes locales, elle apporte des solutions concrètes et concertées aux enjeux de relèvement spécifiques aux territoires fragilisés par des crises humanitaires. L'initiative AGORA renforce directement les mécanismes territoriaux de relance des services de base selon une approche basée sur la compréhension des besoins multisectoriels, la planification, la participation communautaire et la bonne gouvernance. ACTED et IMPACT regroupent leurs expertises à travers l'approche AGORA, qui rassemble les acteurs institutionnels locaux, les acteurs humanitaires et de développement autour d'un agenda commun propre à chaque territoire, pour accompagner la sortie de crise et le développement local.

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

1. La crise de déplacement à Diffa

Depuis le début de l'année 2013, la sous-région du Lac Tchad connaît une recrudescence d'actes violents due à la présence de groupes armés. Le conflit s'est progressivement aggravé en 2015, où des membres des groupes armés ont ciblé directement le Niger et ses populations. Les attaques répétées ont déstabilisé les autorités locales et ont eu pour conséquence d'importants déplacements de populations. En avril 2020, selon la Direction Régionale de l'État Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC-MR), 265 000 personnes étaient déplacées dans la région de Diffa¹. L'état d'urgence établi en 2015 et toujours en vigueur ne participe pas à un éventuel retour des populations déplacées vers leur village d'origine. Dans ce contexte, ces populations se regroupent progressivement dans des familles d'accueil ou autour de villes considérées comme plus sûres et disposant d'un meilleur accès aux services de base que les sites de déplacés. On assiste alors à une augmentation par vague de la demande pour les services sociocommunitaires, et donc, à une complexification de la gestion des équipements communaux par les autorités locales. En effet, dans cette situation, les infrastructures fournissant les services de bases s'adaptent relativement lentement par rapport aux évolutions de la population qui les utilise. Ainsi, la crise humanitaire s'étend sur une aire bien plus vaste que celle des attaques des groupes armés dans la mesure où les dynamiques de développement local d'un grand nombre de villages se voient modifiées.

2. Des stratégies de réponses entre urgence et développement

Pour apporter un soutien structurel aux localités touchées directement et indirectement par la crise du lac Tchad, les réponses humanitaires doivent notamment s'appuyer sur un renforcement des capacités communales afin qu'elles puissent gérer l'afflux de populations. Prendre en compte cet aspect de relèvement et de développement nécessite des stratégies différentes de celles de réponses aux urgences. En ce sens, ACTED, dans le cadre du projet « Informer la planification locale dans cinq localités affectées par les déplacements forcés dans trois communes de la région de Diffa » financé par Bureau of Population, Refugees, and Migration (BPRM), a prévu des microprojets communautaires définis sur la base d'une évaluation territoriale des besoins et d'une planification participative, bénéficiant de l'appui de l'initiative AGORA.

3. Des communes prioritaires

Les localités ciblées dans le cadre de ce projet se trouvent dans trois communes de la région de Diffa : Gueskéro, Chétimari et Diffa. Ces localités ont été ciblées, conjointement avec les autorités communales, en fonction de plusieurs critères comme la présence d'un grand nombre de déplacés (au regard des communautés hôtes), la coexistence de personnes déplacées et non-déplacées en situation de vulnérabilité, l'insuffisance d'accès aux services de base, le manque de données mises à jour et les priorités d'assistance des autorités communales et des partenaires de l'aide, en particulier ACTED. Ainsi, les localités de Bagara et d'Issari (commune de Diffa), de Gagamari (commune de Chétimari), de N'garwa et de Waragou (commune de Gueskéro) ont été retenues dans le cadre de ces évaluations territoriales et de planification participative, pour y développer des microprojets communautaires.

Carte 1: Région de Diffa et localités étudiées



L'objectif des actions à entreprendre est de permettre l'intégration ou la réintégration durable des populations affectées par la crise au sein des communautés hôtes, qui doivent elles aussi composer avec ces nouvelles réalités. La réalisation d'un tel objectif passe par l'implication des populations déplacées dans le tissu économique local, la possibilité pour celles-ci d'accéder sans discrimination aux services de base tout en maintenant la qualité de ces services pour le reste des habitants, et la participation des nouveaux arrivants à la gouvernance locale. Originellement chaque localité devait bénéficier de deux Projets à Impact Rapide (QIP) mis en œuvre sur son territoire. Du fait des conditions sécuritaires volatiles dans la région, il n'a pas été possible de développer des projets au niveau de la localité de N'Garwa et, de ce fait, quatre projets ont été développés à Bagara.

¹ Direction Régionale de l'État Civil, des Migrations et des Réfugiés, «Chiffres des personnes déplacées: réfugiés, retournés, déplacés internes, demandeurs d'asile» Direction Régionale de l'État Civil, des Migrations et des Réfugiés, mai 2020

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a comporté cinq étapes afin de mettre en œuvre des QIP dans les cinq localités sélectionnées, l'enjeu étant d'apporter une réponse concrète aux besoins des populations en coordination étroite avec les communautés et les autorités locales.

1. Sélection des territoires

Les autorités locales des communes ont été consultées afin qu'elles puissent définir les territoires les plus à risque ayant des populations déplacées, en plus des populations hôtes, et manquant de services de base. Ainsi, les localités de Bagara et d'Issari (commune de Diffa), de Gagamari (commune de Chétimari), de N'garwa et de Waragou (commune de Gueskérou) ont été retenues pour bénéficier de l'appui de l'initiative AGORA.

2. Ateliers de cartographie participative

Cette étape avait pour but d'identifier les bassins de vie de chaque population, et par conséquent, les services auxquels ont accès les résidents. Elle a été réalisée avec des groupes d'habitants différenciés en fonction de leur genre et de leur statut de déplacement (non-déplacés ou déplacés). Au total, 20 ateliers de cartographie participative ont été réalisés dans le cadre de ce diagnostic. Grâce aux méthodes d'enquêtes participatives, il a ainsi été possible de définir les bassins de vie des populations hôtes et déplacées, qui peuvent se rejoindre ou être distincts selon les villages.

3. Analyse des caractéristiques des territoires ciblés

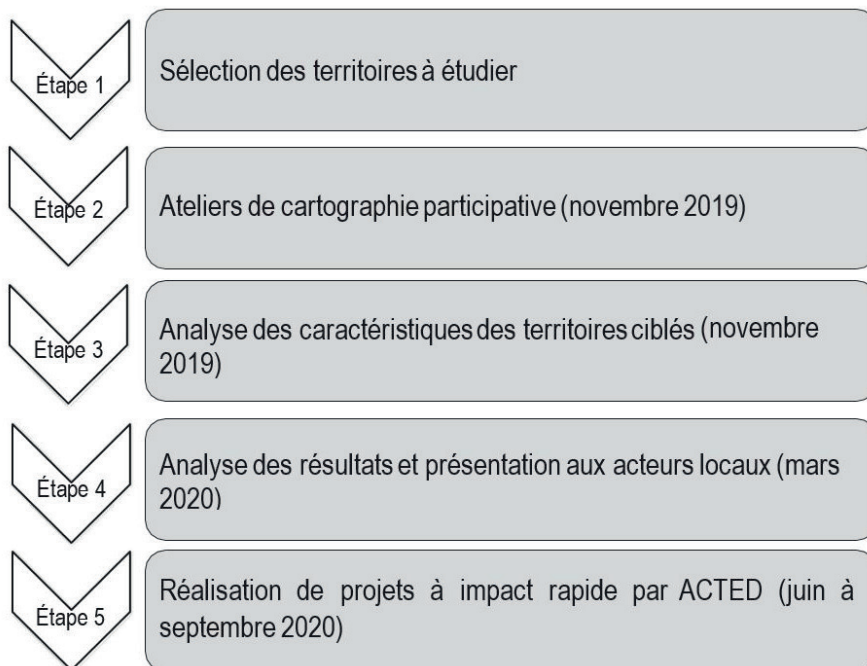
La troisième étape a consisté en une évaluation des caractéristiques des territoires cartographiés à l'étape précédente. En effet, les contraintes et opportunités propres à chaque site invitent à des réponses différenciées et concertées. L'enquête avait pour objectif d'identifier les services communaux ayant une offre de service convenable, i.e. se rapprochant des normes définies par le gouvernement national² et par la communauté humanitaire³. Ce système de normes a permis d'attribuer un score de 0 (non fonctionnel) à 1 (parfaitement fonctionnel) à chaque service, à partir de l'analyse des données collectées auprès des usagers (groupes de discussion) et des gestionnaires de services (entretiens semi-structurés) ; un total de 145 entretiens avec des informateurs clés, a été réalisé, complété par neuf entretiens conduits à Diffa lors de précédentes évaluations AGORA. Certains scores peuvent être hors de cet intervalle en fonction soit de l'extrême faiblesse d'un aspect en particulier, soit de son très bon état. Des enquêtes qualitatives, huit par localité (femmes, hommes, à chaque fois réfugiés / déplacés / retournés / non-déplacés), ont également été menées dans chaque localité pour permettre une compréhension des difficultés d'accès aux services de base, soit un total de 40 groupes de discussion dans le cadre de ce diagnostic (différenciés par statut et genre, soit huit par localité).

4. Analyse des résultats et présentation aux acteurs locaux

Les résultats obtenus lors des précédentes étapes ont été analysés et présentés aux acteurs locaux pour qu'ils élaborent des projets leur permettant d'améliorer les opportunités socio-économiques de l'ensemble des habitants de leur localité. Ces propositions de projets ont été en parallèle discutées avec des acteurs techniques provenant d'organisations humanitaires internationales, des partenaires économiques locaux, mais aussi des responsables de structures administratives locales, pour vérifier leur faisabilité et leur adéquation avec les résultats obtenus.

5. Réalisation des projets à impact rapide

La réalisation de projets à impact rapide (QIP) par ACTED a été priorisée grâce aux travaux précédents de recherche et d'analyse. Les projets sélectionnés sont ceux dont la mise en œuvre n'excède pas quelques mois, dont le montant total est inférieur à 5 000 USD par projet, et dont l'objectif est de répondre aux besoins des communautés dans un intérêt collectif, tout en favorisant la cohésion sociale. La réalisation des projets peut également permettre d'impliquer la communauté, par exemple à travers le recrutement de personnel local, à la fois qualifié et non-qualifié, pour promouvoir une participation et un engagement continu. Dans cette même idée, ACTED a travaillé en étroite collaboration et avec l'appui des autorités municipales et des chefs communautaires.



² République du Niger, Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016 -- République du Niger, Ministère de la Santé Publique, Normes et standards des infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé, 2016 -- République du Niger, Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement, Programme sectoriel eau hygiène et assainissement 2016 – 2030

³ The SPHERE Handbook, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response, 2018

LOCALITÉ DE BAGARA

A – Contexte

Bagara est une localité de la commune de Diffa, située à environ 5 kilomètres au sud-ouest de la ville de Diffa, et à moins d'un kilomètre de la frontière avec le Nigéria. Cette proximité rend la localité susceptible à la volatilité du contexte sécuritaire, avec plusieurs attaques de groupes armés au cours de l'année 2019⁴. Alors que le dernier recensement de la population (2012) dénombrait 2 135 habitants, les participants aux groupes de discussions rapportent que plusieurs vagues de déplacement ont augmenté la population dans la localité. La première vague de déplacement, qui date de 2015, correspond à l'aggravation de la crise du Lac Tchad. La seconde, qui remonte à 2019, s'explique principalement par les crues de la rivière Komadougou, qui ont touché les localités voisines⁵. Une partie des déplacés est accueillie par des ménages hôtes tandis qu'une autre partie s'est établie en périphérie de la localité, dans des camps informels et des abris de fortune. Les ateliers de cartographie participative réalisés dans le cadre du projet indiquent qu'une fraction des déplacés reconnaît l'est de la localité comme son espace de vie, tandis que les populations hôtes évoluent davantage à l'intérieur de la localité (cf. carte 2). D'après les participants aux groupes de discussion, l'entente semble bonne entre les hôtes et les déplacés, qui disent utiliser les mêmes services de base. Les déplacés récents de la localité n'auraient pas l'intention de repartir vers leur localité d'origine dans l'immédiat selon les informations recueillies dans le cadre des groupes de discussion.

B – Education

Il existe quatre structures éducatives à Bagara dont deux écoles primaires (une traditionnelle et une Medersa), et deux jardins d'enfants, liés aux écoles. Les principales difficultés de ces services, rapportées par les participants aux groupes de discussions sont liées à l'équipement, en particulier au manque de matériel d'enseignement qui ne permet pas aux enseignants de dispenser leurs cours dans de bonnes conditions, mais également aux infrastructures, dont certaines parties sont considérées comme temporaires.

En effet, les trois classes en semi dur de l'école primaire traditionnelle sont délabrées et les latrines des deux écoles sont à la fois trop peu nombreuses et en mauvais état ; ces dernières sont d'ailleurs communes à l'ensemble des élèves et des enseignants, sans distinction de genre. On note que l'école Medersa ne possède pas de clôture mais dispose d'un point d'eau, bien que celui-ci ne soit pas fonctionnel continuellement. L'école primaire traditionnelle possède quant à elle un accès à l'eau et une clôture, qui a toutefois besoin d'être rehaussée. Dans cette dernière institution, on compte 41 enfants par classe (pour un total de 367 élèves au moment de l'enquête, contre 23 en moyenne par classe dans l'école primaire Medersa, pour un total de 189 élèves), ce qui s'explique en partie par le fait qu'il y ait une tendance à la hausse des effectifs, et parallèlement une diminution du personnel enseignant selon les informateurs clés (IC). De même que le nombre de professeurs, le nombre de salles de classe et la quantité de matériel d'enseignement semblent insuffisants. Les services éducatifs de la localité de Bagara sont aussi soumis à l'insécurité. Les IC de trois des quatre établissements scolaires ont mentionné avoir fermé leur structure temporairement pour cette raison depuis le début de la crise de Diffa. Trois des quatre établissements scolaires ont déjà reçu une aide de la part d'ONG, mais ces aides semblent n'avoir comblé que partiellement les attentes et/ou besoins de ces structures.

⁴ Radio France Internationale, Niger : nouvelle attaque de Boko Haram dans la région de Bosso, 30/01/2019

⁵ Ouest France, Niger. Les inondations forcent 23 000 personnes à quitter leur foyer, 20/10/2019

Carte 2 : Score et localisation des services sociocommunautaires de Bagara

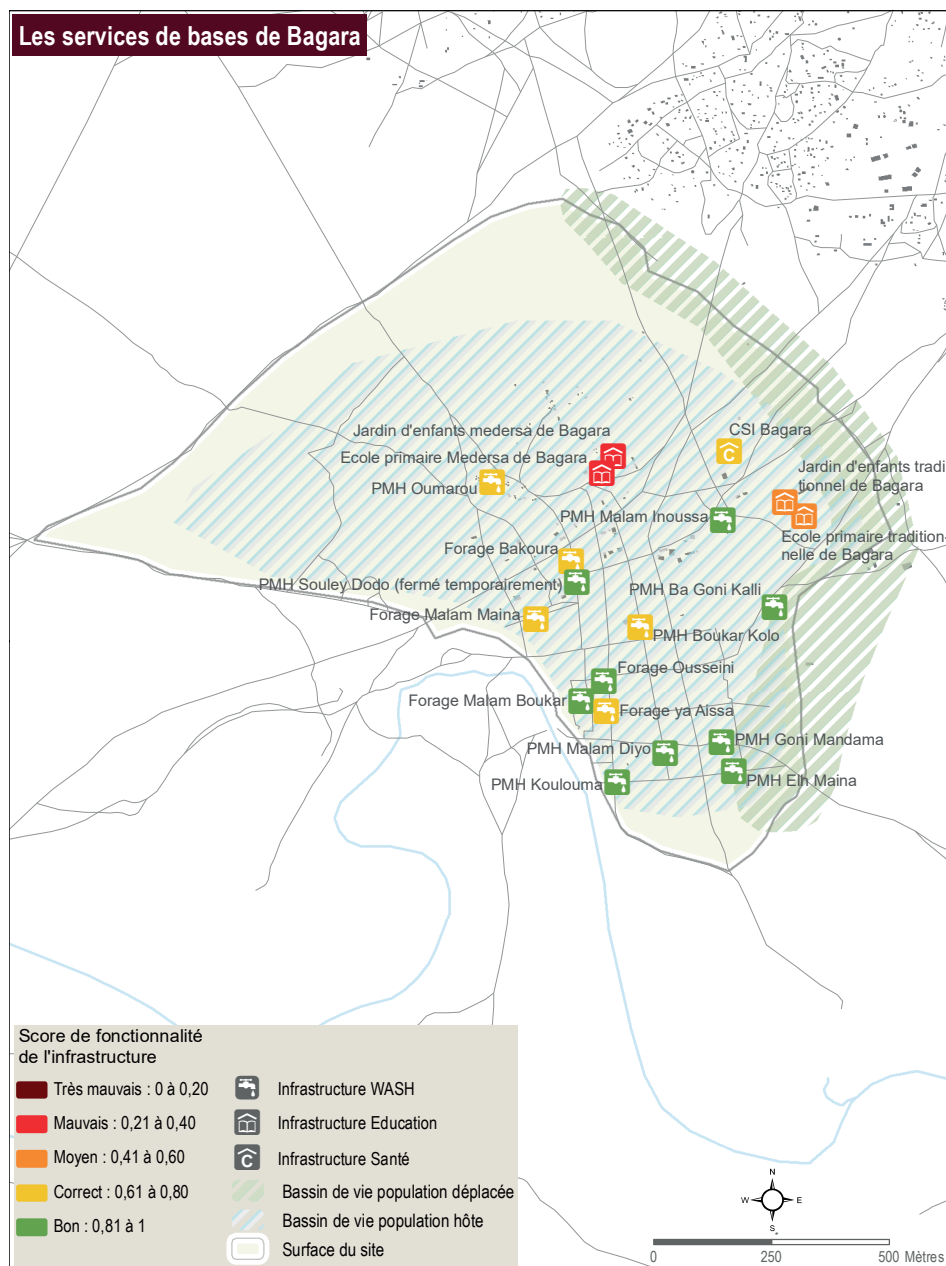


Tableau 1 : Score des services éducatifs de Bagara

Nom de la structure	Locaux	Équipement	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
Jardin d'enfants medersa de Bagara	0,23	-0,10	0,67	0,60	0,35
École primaire Medersa de Bagara	0,20	0,10	0,67	0,60	0,39
Ecole primaire traditionnelle de Bagara	0,40	0,45	0,73	0,30	0,47
Jardin d'enfants traditionnel de Bagara	0,47	0,20	0,73	0,30	0,43

C – Santé

Le centre de santé intégré (type 1) de Bagara est relativement bien équipé par rapport aux normes de l'enquête⁶. Les scores d'équipements sanitaires et de locaux sont plutôt bons, à l'image du raccordement du centre au réseau électrique⁷ et de la présence d'un incinérateur dédié à la gestion des déchets. La principale difficulté, rapportée par les IC, à laquelle fait face cette infrastructure de soins est la fréquentation particulièrement élevée, de l'ordre de 80 personnes par jour. L'augmentation de la population et l'afflux de déplacés dans la localité ont mis le centre de santé sous pression vis-à-vis des besoins en matière de santé des habitants. Certains habitants de Diffa viennent également utiliser ce service, en particulier les habitants des quartiers de Sabon carré, Doubaï ou Nguel Madou Mai, en raison de sa proximité géographique. Au regard de cette fréquentation, le service de santé semble souffrir d'un manque de personnel et de médicaments. Ces manques seraient les raisons pour lesquelles le centre n'est pas en capacité de réaliser la totalité du paquet d'activités qu'il devrait être en mesure d'offrir à la population locale⁸. Les participants aux groupes de discussion ont souligné utiliser également d'autres structures de santé comme le centre de santé de la mère et de l'enfant, et l'hôpital régional, tous deux situés à Diffa.

Tableau 2 : Score des services de santé de Bagara

Nom de la structure de santé	Équipements sanitaires	Locaux	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
CSI Bagara	0,88	0,88	0,63	0,45	0,25	0,61

D – Eau & Assainissement

Les infrastructures d'eau évaluées se révèlent fonctionner relativement bien, tandis que les points d'eau non-fonctionnels selon les résultats de la cartographie participative n'ont pas été pris en considération. Les participants aux groupes de discussion ont révélé que certains déplacés n'utilisent qu'un bladder comme source d'eau. Cela va de pair avec le sentiment de n'avoir qu'un accès restreint aux points d'eau. Ce résultat pourrait être la conséquence d'une mauvaise répartition spatiale et du non-fonctionnement de certains points d'eau. En effet, la cartographie des services sociocommunautaires de Bagara montre que les points d'eau évalués et fonctionnels sont concentrés dans la zone sud de la localité, qui est plutôt éloignée du bassin de vie des communautés déplacées vivant en périphérie est de la localité. Cela étant, selon les participants aux groupes de discussion, l'accès à l'eau est faible pour l'ensemble de la communauté puisque la capacité du réservoir du château est relativement petite, et ne permet pas un approvisionnement suffisant des pompes à motricité humaine (PMH). Le service est souvent indisponible après 16h puisque les batteries alimentées par les panneaux solaires ont une capacité très limitée, et que l'intensité solaire n'est pas suffisante pour alimenter correctement les pompes à eau. Ces difficultés sont particulièrement prégnantes lors des périodes de pluies et d'hiver.

Tableau 3 : Score des points d'eau de Bagara

Nom du point d'eau	Fonctionnalité ⁹
Forage Malam Maina	0,75
PMH Oumarou	0,75
Forage Bakoura	0,75
Forage Malam Boukar	1,00
Forage Ousseini	1,00
PMH Souley Dodo (fermé temporairement)	1,00
PMH Goni Mandama	1,00
PMH Elh Maina	1,00
PMH Koulouma	1,00
PMH Malam Diyo	1,00
Malam Inoussa	1,00
Forage ya Aissa	0,75
PMH Boukar Kolo	0,75
PMH Ba Goni Kalli	1,00

On note également l'absence de latrines communautaires dans la localité, ce qui fait que les ménages n'ayant pas accès à des latrines privées pratiquent la défécation à l'air libre. Il n'existe pas non plus de système de gestion des déchets dans la localité, mais les participants aux groupes de discussion ont rapporté être prêts à s'investir davantage si un système collectif est mis en place.

6 Pour plus d'information sur les normes utilisées, veuillez vous référer aux [Termes de référence du projet](#)

7 Malheureusement, en raison d'impayés, le CSI ne dispose actuellement plus de l'électricité

8 L'infrastructure de santé reçoit une aide concernant l'approvisionnement de médicaments depuis 2015 de la part de Save The Children

9 L'indicateur de fonctionnalité s'appuie sur 4 critères : le statut opérationnel, la durabilité de l'infrastructure, la potabilité ou non de l'eau et enfin la gratuité du service

E – Economie locale

Il n'existe pas de marché dans la localité de Bagara, mais les habitants se rendent principalement sur les marchés de Diffa - marché central, et ceux à poivrons, bétails, poissons et céréales - qui se trouvent à environ deux kilomètres. Les participants aux groupes de discussion ont également rapporté se rendre sur les marchés de Chétimari et de Gagamari. Selon eux, l'arrivée des déplacés depuis 2015 a fait augmenter la demande sur les marchés, sans que l'offre puisse s'adapter en raison des restrictions liées à l'état d'urgence.

Les agriculteurs de la localité de Bagara cultivent principalement du riz et de l'oignon (en particulier les hommes), mais également de l'oseille, du gombo et de l'arachide (en particulier les femmes) selon les participants aux groupes de discussion. Les cultures maraîchères nécessitant beaucoup d'eau sont pratiquées au sud-est de la localité, le long de la Komadougou, tandis que les cultures vivrières (en majorité les céréales) sont réalisées au nord-ouest, à une dizaine de kilomètres de la localité. Des cultures de contre-saison comme le chou, les tomates ou les salades, se trouvent principalement dans un espace à l'est de la localité. Un site agricole spécifique pour les femmes existe, géré de manière communautaire par l'Association des Femmes au Niger, mais cet espace ne dispose pas d'accès à l'eau, ce qui les empêche de réaliser des cultures maraîchères. Les activités agricoles sont principalement menées par des personnes issues des communautés non-déplacées, même si les participants aux groupes de discussion ont souligné qu'un nombre considérable de déplacés travaillent aussi dans le secteur agricole, notamment ceux qui ont des liens de parenté avec des propriétaires terriens. À l'inverse, les réfugiés ne peuvent généralement pas pratiquer ces activités en raison du manque de terres cultivables qui constitue une difficulté majeure. Lors des groupes de discussion, les participants ont évoqué comme difficultés les manques d'engrais, de semences, de produits phytosanitaires pour lutter contre les insectes et de carburant pour faire fonctionner les moteurs de leurs outils. Au-delà des consommables, l'absence d'accès à un espace de stockage pour les récoltes a été évoquée de manière régulière.

L'élevage est pratiqué par une minorité d'habitants, et se fait principalement dans les zones situées au nord-ouest de la localité, proche des espaces de cultures vivrières. D'après les ateliers de cartographie participative, un autre espace de pâturage est utilisé au sud de la localité, près de la rivière. Il s'agit d'élevage traditionnel mais aussi d'embouche de petits et de gros ruminants.

En ce qui concerne l'artisanat, les activités les plus répandues sont la confection et la poterie. Toutefois, les participants aux groupes de discussion ont souligné que ce secteur est peu développé du fait du manque de fonds pour démarrer une activité et de matières premières ; le transport pour s'en procurer semble compliqué, de même que l'acheminement des produits vers les marchés (puisque'il n'en existe aucun dans la localité). Sur les marchés, les habitants de Bagara vendent donc principalement des surplus agricoles, piscicoles et du bétail, en faibles quantités car la production est à peine plus élevée que la consommation des exploitants. Un peu d'artisanat y est également vendu, mais la vente est limitée par un faible pouvoir d'achat des ménages, en particulier pour les nattes et les vans (couverture traditionnelle en feuille de palmier).

Fiche micro-projets Bagara

Micro-projet	Construction de 2 blocs de latrines communautaires / Promotion de l'hygiène et COVID-19	Construction d'un mur de clôture de l'école traditionnelle	Système de gestion des déchets solides / Soutenir le groupement de femmes villageoises	Construction d'une banque d'aliments bétails / Cash for Work
Besoin(s) au(x)quel(s) le micro-projet vise à répondre	Absence totale de latrines communautaires et manque de connaissances sur les règles d'hygiène de base dans la localité. Pratique de la défécation à l'air libre et mauvais respect des gestes simples d'hygiène entraînant des problèmes de santé publique.	Absence de mur entraînant l'insécurité. Absence de latrines à l'école traditionnelle.	Absence de service de gestion des déchets solides à Bagara, ce qui fait que les déchets sont brûlés ou dispersés dans les environs proches de la localité. La dégradation des déchets peut entraîner une pollution des sols, des eaux, des inondations et un environnement malsain.	Les éleveurs de la localité ont des difficultés à obtenir des aliments pour leur bétail, en particulier pendant la période de soudure.
Nature	Construction d'infrastructures / promotion de l'hygiène et sensibilisation face au COVID-19	Construction	Mise en place d'un système de gestion de déchets solides / Soutien AGR femmes	Construction d'infrastructures / formation et Cash for Work
Niveau de réalisation	Nouveau projet	Nouveau projet	Nouveau projet	Nouveau projet
Localisation	Dans la concession de la mosquée de Bagara village	Sur le site de l'école traditionnelle	Site d'enfouissement aménagé à 25 m des habitations	Sur le site de la localité, à déterminer plus spécifiquement
Porteur	Mairie et chefs communautaires	Mairie et directeur de l'école	Mairie, comité de gestion des déchets, et groupement de femmes	Mairie, comité de gestion de la banque alimentaire, et chefs communautaires des jeunes
Bénéficiaires directs	La communauté	Personnel enseignant et enfants scolarisés à l'école traditionnelle	Comité de gestion de salubrité et le groupement de femmes	Les éleveurs et les jeunes
Bénéficiaires indirects	Ensemble de la communauté			
Modalités proposées de mise en œuvre	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie s'occupera du suivi du projet.	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le directeur de l'école traditionnelle s'occuperont du suivi du projet.	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le comité de gestion des déchets s'occuperont du suivi du projet.	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le comité de gestion de la banque alimentaire s'occuperont du suivi du projet.
Calendrier proposé de mise en œuvre	Construction au cours des 3 premières semaines de juillet 2020	Construction au cours des 4 premières semaines de juillet 2020	Construction et sensibilisation à partir de de la deuxième semaine de juillet 2020 jusqu'à la troisième semaine d'août	Construction et formation à partir de la troisième semaine de juillet 2020 jusqu'à la troisième semaine d'août
Coûts estimatifs	4 872 USD	5 030 USD	4 820 USD	5 199 USD

LOCALITÉ DE GAGAMARI

A – Contexte

Gagamari est une localité de la commune de Chétimari, située à environ 25 kilomètres au sud-ouest de Diffa ville, le long de la route nationale 1. Ce village, qui comptait moins de 2 000 habitants lors du recensement de 2012, a connu une arrivée importante de déplacés à la suite de l'aggravation du contexte sécuritaire dans la région en 2015. Un site de déplacés a été mis en fonctionnement sous l'impulsion du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) dans le nord-est de la localité. En 2017, on y dénombrait près de 3 500 personnes¹⁰, dont 71% de réfugiés. Il existe également de nouveaux camps informels à la bordure sud de la localité. D'après les participants aux groupes de discussion, ces populations n'ont pas l'intention de repartir chez eux tant que les menaces persistent dans leurs localités d'origine.

B – Education

Il existe six infrastructures éducatives à Gagamari : cinq écoles primaires et un jardin d'enfant. Ces structures éprouvent toutes des difficultés, principalement en raison d'un nombre d'élèves compris entre 40 à 51 élèves par salle de classe, à l'exception des classes passerelles. D'après les IC des établissements scolaires, la tendance est à l'augmentation des effectifs. Toutefois, deux d'entre eux ayant mentionné ce problème mettent davantage l'accent sur le manque de matériel d'enseignement et d'équipements dédiés. Les très faibles scores d'équipement vont en ce sens, puisqu'aucune école ne possède de l'électricité ou des latrines fonctionnelles¹¹, et que seule l'une d'entre elles a un accès à l'eau potable. Tous les établissements sauf un reçoivent de l'assistance de la part d'ONG. Enfin, quatre structures sur six ne disposent pas de cantines. La majeure partie des élèves va déjeuner à la cantine de l'école primaire traditionnelle, qui fournit plusieurs centaines de repas par jour.

Carte 3 : Score et localisation des services sociocommunaux de Gagamari

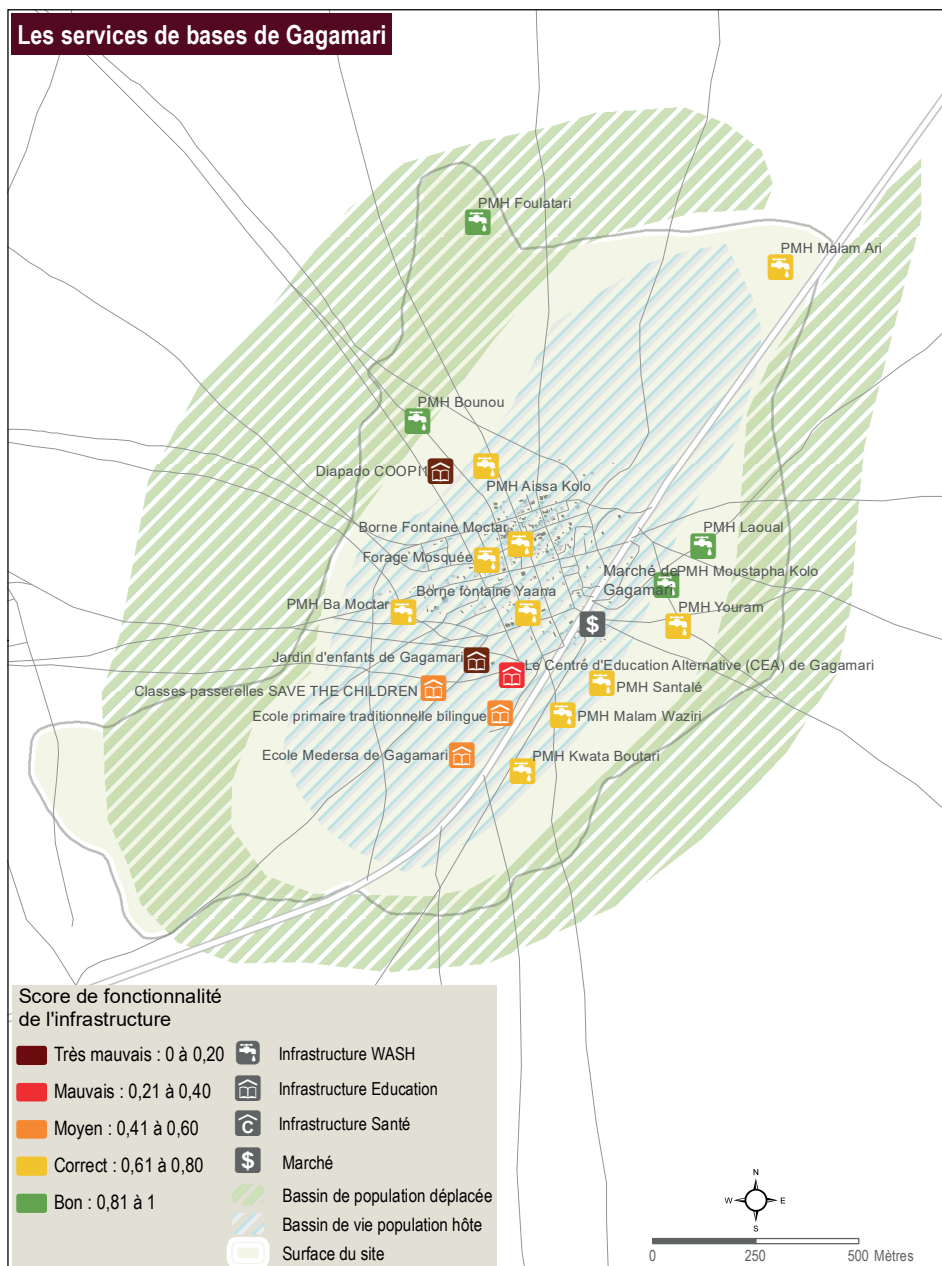


Tableau 4 : Score des services éducatifs de Gagamari

Nom de la structure	Locaux	Équipements	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
DIAPADO	0,40	-0,10	0,10	-0,10	0,08
École primaire traditionnelle bilingue	0,80	0,40	0,33	0,50	0,51
Jardin d'enfants de Gagamari	0,30	0,10	0,07	0,30	0,19
École Medersa de Gagamari	0,50	-0,05	0,77	0,40	0,40
Centre d'Éducation Alternative de Gagamari	0,30	0,00	0,27	0,40	0,24
Classes passerelles	0,70	0,10	0,77	0,60	0,54

¹⁰ REACH – Factsheet septembre 2017 – Gagamari, site de déplacés.

¹¹ Le DIAP Ado COOPI va cependant être pourvu de 5 nouvelles latrines (encore en construction) financées par ACF.

C – Santé

En ce qui concerne les services de santé de la localité, ils se concentrent au sein d'un poste de soins¹² relativement restreint. Ce poste était originalement un poste d'urgence temporaire, mis en place en 2015 lors de l'arrivée des réfugiés dans la localité ; il a ensuite été fermée en 2016 avant d'être ouvert à nouveau en 2019. Le poste de soins n'a pas fait l'objet d'une évaluation complète, dans la mesure où la structure était particulièrement petite. La qualité de service de cette structure a été discutée dans les groupes de discussion, où il a été souligné que le service ne comptait qu'un seul personnel de santé, et qu'il avait peu de médicaments et d'équipements. Ce poste ne dispose d'ailleurs pas d'une infrastructure durable, ce qui ne facilite pas l'accueil des personnes venant recevoir des soins.

Ainsi pour leurs besoins de santé plus sévères, les habitants de Gagamari s'adressent le plus souvent au centre de santé de la ville de Chétimari, qui se trouve à deux kilomètres environ. Ce centre de santé avait déjà été enquêté en juin 2019 dans le cadre du projet Shimodu¹³, qui utilisait une méthodologie similaire ; la présente étude a permis d'actualiser ces résultats.

Tableau 5 : Score des services de santé de Gagamari

Nom de la structure de santé	Équipements sanitaires	Locaux	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
CSI Chétimari	0,94	0,64	0,36	0,57	0,25	0,55

Par rapport à la précédente enquête, les scores concernant les équipements, les locaux et le paquet minimum d'activités sont restés relativement stables. En revanche, les scores relatifs au personnel et à la fréquentation de l'établissement se sont fortement dégradés. En effet, sur les sept employés du centre, quatre sont considérés comme ayant une compétence médicale et uniquement un seul est médecin. Parallèlement le nombre de consultations aurait augmenté, principalement du fait de l'arrivée de nouveaux déplacés dans la zone. À titre indicatif, le centre de soins recevrait en moyenne une centaine de personnes par jour.

D – Eau & Assainissement

La localité dispose d'un grand nombre de latrines communautaires en comparaison aux autres localités étudiées (21 blocs de latrines pour un total de 64 cabines). Ces dernières ont principalement été construites en 2015 à l'attention du camp de réfugiés, comme le montre l'étude REACH de 2017¹⁴. Toutefois, certaines latrines ne sont plus fonctionnelles, des fosses sont pleines, et l'entretien est insuffisant. La quasi-totalité des participants aux groupes de discussion ont par exemple rapporté que certaines latrines ne sont pas propres ; tandis que d'autres n'ont plus de portes. Pourtant, neuf latrines communautaires ont connu une réhabilitation WASH de la part d'une ONG ou des Nations-Unies au cours des six derniers mois, selon les IC. L'une des raisons de ce problème d'entretien serait l'absence de sensibilisation à l'hygiène de la communauté, ce qui ne permet pas d'utiliser correctement les latrines, et décourage ainsi les membres des comités de gestion, notamment à la suite de l'interruption de l'appui par une ONG à ces comités, selon les participants aux groupes de discussion. Lors des groupes de discussion avec les femmes, il a été mentionné que lorsque les femmes sont plus nombreuses dans les comités de gestion, les latrines sont mieux entretenues.

Concernant l'accès à l'eau, bien que les points d'eau soient assez nombreux, la population les utilisant est importante, ce qui se traduit par de longues files d'attente, en particulier au niveau des points d'eau gratuits. Cela peut s'expliquer d'une part par le faible débit d'eau / les dimensions des canalisations, et d'autre part parce que les points d'eau tombent souvent en panne, même s'ils sont en général réparés rapidement selon les participants aux groupes de discussion. Le château d'eau et les bornes fontaines qui y sont reliées, même si elles sont payantes, permettent néanmoins de combler les besoins.

Il existe un système rudimentaire de traitement de déchets à Gagamari puisque des dépotoirs sont présents pour les ordures dans plusieurs endroits de la localité. Une fois collectés dans ces espaces, les déchets étaient amenés hors du village pour être brûlés. Cependant, ces dépotoirs sont actuellement pleins et compromettent ainsi le système qui avait été mis en place ; en conséquence, la majeure partie des déchets est jetée aux alentours du village. Les enquêtés se disent prêts à s'impliquer davantage pour la gestion des déchets solides, toutefois, on constate que seul un groupe de discussion sur les huit considère que l'environnement n'est pas propre.

¹² Poste de soins réhabilité par Save The Children ne dépendant pas de l'administration nigérienne

¹³ AGORA Plan de priorisation Chétimari septembre 2019

¹⁴ REACH - Factsheet septembre 2017 - Gagamari, site de déplacés

Tableau 6 : Score des points d'eau de Gagamari

Nom du point d'eau	Fonctionnalité
Forage Mosquée	0,75
Borne Fontaine Moctar	0,75
PMH Aissa Kolo	0,75
PMH Bounou	1,00
PMH Ba Moctar	0,75
Borne Fontaine Yaana	0,75
PMH Malam Ari	0,75
PMH Foulatari	1,00
PMH Kwata Boutari	0,75
PMH Malam Waziri	0,75
PMH Santalé	0,75
PMH Youram	0,75
PMH Moustapha Kolo	1,00
PMH Laoual	1,00

E – Economie Locale

La localité de Gagamari dispose de son propre marché, ouvert les mercredis. Ce dernier est relié au réseau électrique et est rapporté par les IC être en expansion grâce à l'augmentation du nombre de personnes à Gagamari et aux alentours, et sa position favorable (situé sur un axe important). Les habitants de la localité utilisent aussi les deux marchés de Chétimari pour leurs activités commerciales, bien que les échanges y soient en baisse d'après les IC. L'essor du marché de Gagamari, qui voit son nombre de commerçants augmenter, rend dans le même temps plus difficile l'accès à une activité commerciale pour la population locale à cause de l'augmentation de la concurrence et du manque de fonds pour démarrer une telle activité, d'après les participants aux groupes de discussions.

Les denrées agricoles produites sont majoritairement le mil, l'arachide et le sésame, bien que des cultures comme le riz, le niébé, le gombo, l'oignon et le poivron soient aussi très présentes. Les insectes, le manque d'engrais, de semences et d'outils modernes limitent le rendement des espaces agricoles. Les participants aux groupes de discussion ont rapporté également manquer de terres pour cultiver. Ceci est particulièrement marqué pour les réfugiés, qui ont exprimé la volonté de pouvoir travailler la terre. L'élevage est également pratiqué, notamment l'embouche, mais aussi les activités qui y sont liées à l'image de la collecte de fourrage et des résidus de cultures pour nourrir le bétail. Les principales difficultés rapportées dans le domaine de l'élevage sont le manque d'aliments pour les bêtes, ainsi que l'absence d'un service de soins pour les animaux.

L'artisanat dans la localité consiste essentiellement en des activités de couture (y compris tricot, broderie) et de confections (nattes, cordes, bonnets). Les participants aux groupes de discussions ont indiqué que l'obtention des matières premières est une difficulté centrale, puisqu'elles se trouvent dans des zones difficiles d'accès, en particulier en saison humide. Le manque de fonds pour démarrer une activité est également une barrière pour ceux voulant réaliser des produits artisanaux. Ceux-ci sont vendus sur le marché local, mais aussi sur les marchés de Chétimari, en plus du bétail et des surplus agricoles quand il en existe.

Fiche micro-projets Gagamari

Micro-projet	Equipped des écoles de Gagamari (latrines et tables-bancs) + construction d'une guérite pour le gardien de l'école	Réhabilitation des latrines communautaires + système de gestion des déchets + Sensibilisation COVID-19
Besoin(s) au(x)quel(s) le micro-projet vise à répondre	L'ensemble des écoles de la localité, présentes sur le même site, sont sous-équipées face à l'augmentation des effectifs consécutive aux déplacements de population. Une seule latrine sur cinq est fonctionnelle.	Les systèmes d'hygiène et d'assainissement sont limités dans la localité : une partie des latrines communautaires ne fonctionne plus, et le système de gestion des déchets est rudimentaire.
Nature	Construction d'infrastructures / équipement en matériel / réhabilitation d'infrastructures d'hygiène	Construction et réhabilitation d'infrastructures d'hygiène et d'assainissement / promotion de l'hygiène
Niveau de réalisation	Nouveau projet / réhabilitation	Nouveau projet / réhabilitation / sensibilisation
Localisation	Site des écoles de Gagamari	Emplacement des latrines communautaires et à l'écart de la localité pour le lieu d'élimination des déchets
Porteur	Mairie et directeur de l'école	Mairie et comité de gestion des latrines et comité de gestion des déchets
Bénéficiaires directs	Enfants scolarisés de la localité et personnel de l'école	Ménages ne disposant pas de latrines personnelles et ensemble de la communauté
Bénéficiaires indirects	A long terme, l'ensemble de la communauté du fait de l'amélioration des conditions d'enseignement et de la réduction des risques sanitaires liés aux maladies	Ensemble de la communauté en raison de la réduction des risques sanitaires liés aux maladies
Modalités proposées de mise en œuvre	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le directeur de l'école s'occuperont du suivi du projet.	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et les comités de s'occuperont du suivi du projet.
Calendrier proposé de mise en œuvre	Juillet 2020	De la deuxième semaine de juillet 2020 à la troisième semaine d'août 2020
Coûts estimatifs	5 000 USD pour l'ensemble du micro-projet, dont : - 2 515 USD pour la dotation de nouveaux équipements didactiques et la réhabilitation des anciens - 560 USD pour la réhabilitation des latrines de l'école - 1 925 USD pour la guérite du gardien de l'école	5 619 USD pour l'ensemble du micro-projet, dont : - 2 712 USD pour le système de gestion des déchets - 910 USD pour la réhabilitation des latrines communautaires - 1 325 pour la formation de comités d'assainissement et de salubrité - 672 USD pour la sensibilisation à l'hygiène et aux risques du COVID-19

LOCALITÉ DE N'GARWA

A – Contexte

La localité de N'garwa se situe sur la commune de Gueskéro, proche de la route nationale 1. Elle se compose de deux communautés dont la plus importante, N'garwa Koura, occupe le sud de la localité, tandis que la plus petite, N'garwa Gana est installée au nord. Lors du recensement de 2012, on dénombrait 3 292 individus pour l'ensemble des deux villages¹⁵. Ce chiffre a fortement augmenté du fait de la crise puisque la localité a été la destination d'un grand nombre de personnes déplacées en 2015. D'après les participants aux groupes de discussions, de nouveaux déplacés sont arrivés dans la localité suite aux crues de la Komadougou en octobre et en novembre 2019. Les déplacés ayant participé à la cartographie participative considèrent que leur bassin de vie se trouve à l'ouest de la localité, légèrement en périphérie mais relativement intégré au bassin de vie des communautés hôtes. Cela confirme le sentiment qu'ont exprimé les participants aux groupes de discussion, à savoir que la majorité des déplacés est intégrée à la communauté et que l'entente est bonne entre les différentes communautés. On note cependant qu'il subsiste des camps informels et des abris de fortune, en particulier pour les populations qui sont arrivées le plus récemment.

B – Education

Il existe quatre institutions scolaires dans la localité de N'garwa : trois sont des écoles primaires, une est un jardin d'enfants. Elles possèdent des scores relativement bons par rapport aux autres localités évaluées, en particulier les deux écoles primaires traditionnelles ; ces deux écoles ont par exemple une cantine scolaire fonctionnelle. On note cependant certaines lacunes, en particulier au jardin d'enfants et à l'école Medersa en matière d'équipements (aucun accès à l'eau, à l'électricité, à des latrines etc.). Les difficultés concernant les locaux proviennent du fait que le toit de la structure de l'école Medersa est manquant, tandis que pour le jardin d'enfants, la superficie des salles est trop petite face au nombre d'enfants. Toutefois, pour les autres établissements, les bons scores de fréquentation s'expliquent en partie par le fait que le nombre d'élèves par classe est raisonnable, et qu'il a même tendance à légèrement baisser depuis 2015, en raison de sa proximité avec la Komadougou et de l'insécurité qui s'y génère. À l'inverse, l'école primaire traditionnelle N'garwa Gana a vu son effectif augmenter pendant la même période pour atteindre 31 élèves par classe.

Carte 4 : Score et localisation des services sociocommunautaires de N'garwa

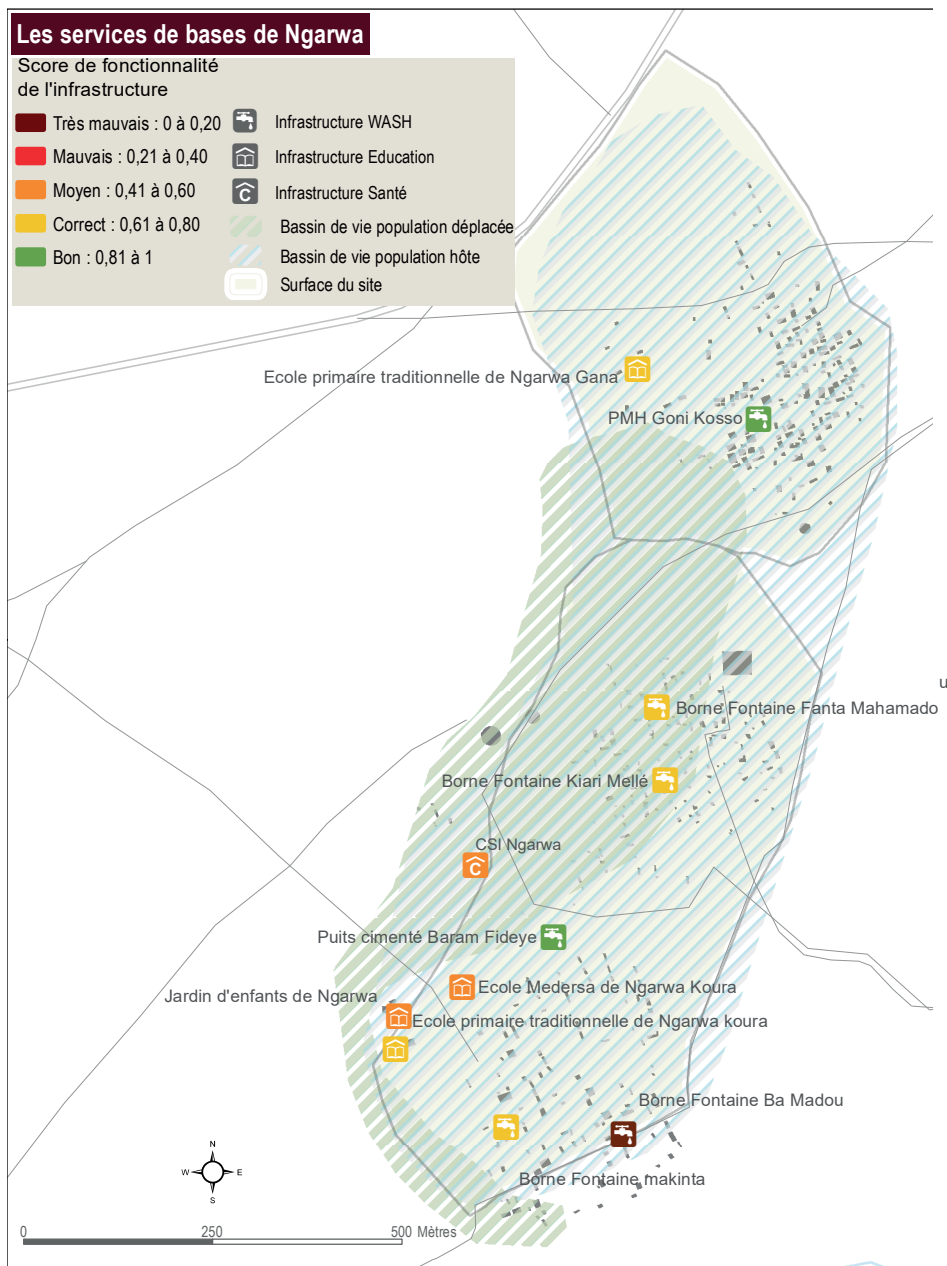


Tableau 7 : Score des services éducatifs de N'garwa

Nom de la structure	Locaux	Équipement	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
École Medersa - N'garwa Koura	0,70	0,00	0,77	0,85	0,58
École primaire traditionnelle - N'garwa Koura	0,70	0,60	0,57	0,65	0,63
Jardin d'enfants de N'garwa	0,40	0,00	0,77	0,85	0,50
École primaire traditionnelle	0,70	0,60	0,93	0,40	0,66

¹⁵ Les communautés de N'garwa Koura et Gana se retrouvent dans le recensement sous l'appellation « Barwa Gana et Barwa Koura »

Même si dans l'ensemble, les institutions scolaires à N'garwa semblent fonctionner correctement, elles n'en sont pas moins déstabilisées par la volatilité du contexte sécuritaire. Les participants aux groupes de discussions ont par exemple rapporté que les écoles sont parfois fermées car certains enseignants ne viennent pas travailler par crainte d'être victime de violence de la part d'individus armés extérieurs à la communauté locale.

C – Santé

Le centre de santé de N'garwa possède le score le plus faible parmi l'ensemble des structures de santé des localités enquêtées, notamment en raison de la forte fréquentation couplée au personnel limitée. En effet, deux infirmiers et un manoeuvre¹⁶ travaillent dans ce centre, qui accueille environ 180 personnes par semaine. De plus, les participants groupes de discussions ont évoqué le fait que le service n'est pas adapté aux besoins de la communauté, surtout depuis que la population a augmenté. Les manques de médicaments et de personnels font partie de leurs préoccupations majeures, couplés à l'absence d'agents travaillant la nuit, limitant l'accès aux soins.

Tableau 8 : Score des services de santé de N'garwa

Nom de la structure de santé	Équipements sanitaires	Locaux	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
CSI N'Garwa	0,56	0,46	0,40	0,53	0,25	0,44

D – Eau & Assainissement

Les deux villages de la localité de N'garwa disposent de peu de points d'eau fonctionnels, et il s'agit majoritairement de bornes fontaines. Ces dernières sont reliées à un château d'eau qui fonctionne grâce à un groupe électrogène, alimenté en carburant. D'après les informations recueillies au cours des groupes de discussions, la principale difficulté est le manque de carburant pour faire fonctionner la pompe du château. Ce problème est récurrent, ce qui entraîne des contraintes fortes en matière d'accès à l'eau, d'autant plus que l'un des puits de la localité a été inondé à l'automne 2019, le rendant ainsi non-opérationnel, en raison du caractère impropre de l'eau. Enfin, certaines pompes à motricité humaine sont non-fonctionnelles, et n'ont donc pas été prises en compte dans le cadre de cette étude. Du point de vue de l'assainissement, la localité ne possède aucune latrine communautaire, ni de système de gestion des déchets. Les participants aux groupes de discussion ont rapporté leur volonté de s'investir dans ces domaines si les moyens leur sont fournis.

Du point de vue de l'assainissement, la localité ne possède aucune latrine communautaire, ni de système de gestion des déchets. Les enquêtés ont indiqué une volonté de s'investir dans ces domaines si les moyens leur sont fournis.

E – Economie locale

Le secteur agricole produit principalement du riz, du poivron, de l'arachide, de l'oseille et du mil. Comme dans les autres localités, les rendements sont limités par le manque d'engrais, de semences, de produits phytosanitaires ainsi que d'outils modernes pouvant améliorer la productivité (pour le labour des champs par exemple). L'espace cultivable est également restreint puisque la zone de culture et de maraîchage se trouvant au sud, le long des berges de la Komadougou, n'est pas accessible pour des raisons de sécurité. En ce qui concerne l'élevage, les difficultés se font sentir particulièrement en saison sèche, lorsque les aliments pour le bétail viennent à manquer ; l'absence de services de soins pour les animaux a également été soulignée par les groupes de discussions.

Dans le secteur artisanal, on retrouve des activités liées au textile (couture, broderie, tricot, etc.), à la confection mais également à la poterie. Les ateliers de planification ont révélé le fait qu'il existe deux groupements artisanaux de femmes dans le village. Aux rangs des difficultés évoquées par les participants aux groupes de discussion, on retrouve le manque de matières premières lié à l'insécurité dans les zones de récoltes (par exemple les feuilles de palmier) et la manque de fonds pour le démarrage d'une activité ; le manque de formation et les ventes difficiles ont également été soulignés. Ce dernier point peut venir du fait qu'il n'existe pas de marché officiel à N'garwa et qu'en conséquence, les habitants du village doivent se rendre sur d'autres marchés avec leur marchandise, ce qui rend plus difficile la pratique d'une activité commerciale.

En raison de contraintes sécuritaires, il n'a pas été possible de développer des micro-projets au niveau de la localité de N'Garwa.

¹⁶ Technicien de surface, qui peut aussi appuyer ponctuellement les personnels médicaux et para-médicaux.

Tableau 9 : Score des points d'eau de N'garwa

Nom du point d'eau	Fonctionnalité
PMH Goni Kosso	1,00
Borne Fontaine Makinta	0,75
Borne Fontaine Ba Madou	0,00
Borne Fontaine Fanta Mahamadou	0,75
Borne Fontaine Kiari Mellé	0,75
Puits cimenté Baram Fideye	1,00

LOCALITÉ D'ISSARI

A – Contexte

Située bien plus au Nord que les autres localités enquêtées, Issari appartient à la commune de Chétimari. Lors du recensement de 2012, le village comptait 1 513 habitants d'après l'Institut National de la Statistique du Niger (INS-NGER), et se composait en majorité d'une population agro-pastorale vivant d'une culture pluviale traditionnelle (mil et niébé) et de maraîchage¹⁷. À l'image des autres localités évaluées, Issari a accueilli un grand nombre de personnes déplacées à partir de 2015, en raison de l'instabilité sécuritaire du bassin du Lac Tchad. Les participants aux groupes de discussion ont rapporté que l'entente est bonne entre les communautés hôtes et les communautés déplacées, les bassins de vie de ces différentes communautés étant en effet très semblables. Les communautés déplacées vivant à Issari n'auraient pas l'intention de retourner dans leur localité d'origine dans l'immédiat.

B – Education

Les écoles primaires et le collège d'enseignement général (CEG) d'Issari sont des services de relativement bonne qualité selon les résultats de l'étude, alors que le jardin d'enfants fait face à davantage de difficultés, notamment en matière d'équipements (absence de latrines, d'accès à l'eau, d'électricité et de cantine). Toutefois, le nombre particulièrement important d'élèves par classe dans le CEG (58) est à souligner, qui s'explique davantage par le faible nombre d'enseignants (quatre pour 155 élèves), que par le nombre de classe disponibles (sept).

L'effectif du personnel enseignant a en effet diminué depuis 2015. Pourtant, les participants aux groupes de discussions ont souligné davantage le manque de fournitures scolaires et de table-bancs (uniquement dans les écoles primaires). Ils ont également rapporté des dysfonctionnements de la cantine ces deux dernières années.

Carte 5: Score et localisation des services sociocommunautaires d'Issari

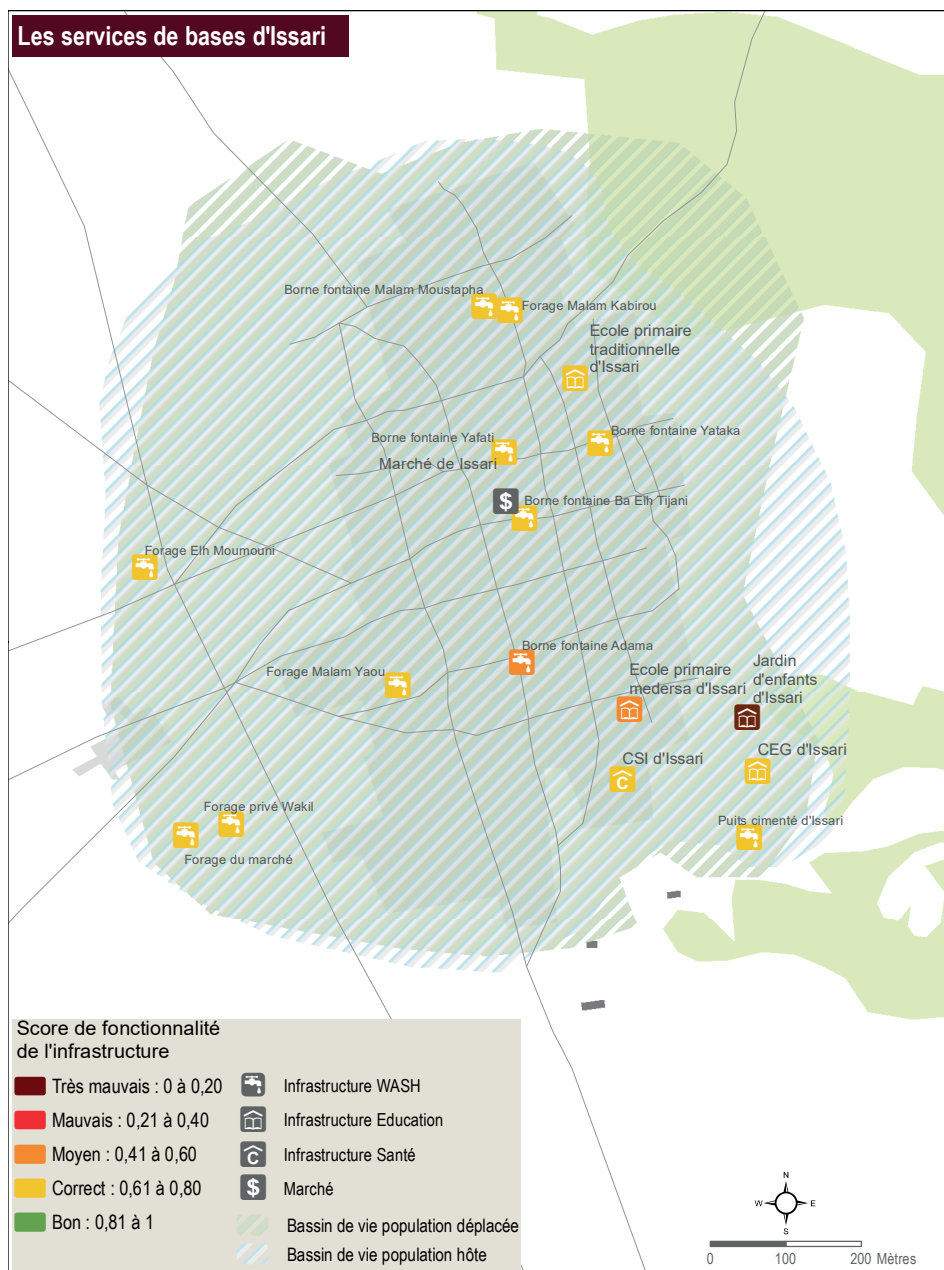


Tableau 10 : Score des services éducatifs d'Issari

Nom de la structure	Locaux	Équipement	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
École primaire traditionnelle d'Issari	0,60	0,35	1,10	0,40	0,61
École primaire medersa d'Issari	0,80	0,05	0,77	0,65	0,57
Jardin d'enfants d'Issari	0,50	-0,10	0,00	0,60	0,25
CEG d'Issari	0,77	0,70	0,60	0,60	0,67

¹⁷ Dynamique spatio-temporelle de l'occupation des sols dans les régions de Maradi et Diffa (Sahel Central en République du Niger) – Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey – Zibo Garba et alii (2015)

C – Santé

Le service de santé de la localité d'Issari est relativement performant par rapport à ceux des autres localités évaluées. Seul l'indicateur de fréquentation est particulièrement bas, puisque le nombre de consultations a augmenté ces dernières années et que le centre ne compte que deux personnels soignants. C'est pourquoi le manque de personnel, et en particulier d'une sage-femme a été évoqué à maintes reprises lors des groupes de discussions. De même, les participants ont évoqué un manque de médicaments.

Tableau 11 : Score des services de santé d'Issari

Nom de la structure de santé	Équipements sanitaires	Locaux	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
CSI Issari	0,88	0,65	0,63	0,71	0,25	0,62

D – Eau & Assainissement

Deux latrines communautaires sont présentes dans la localité, mais une seule est en état d'usage. En plus de ce dysfonctionnement, une partie des femmes enquêtées ont rapporté que des « barrières culturelles » les empêchent d'accéder aux latrines communautaires. De plus, il n'existe aucun système de gestion des déchets dans la communauté. De nouvelles infrastructures d'assainissement communautaire (latrines et système de gestion des déchets) sont néanmoins en cours de réalisation dans la commune, ce qui devrait solutionner une partie des difficultés de la localité sur ce point.

En ce qui concerne l'accès à l'eau, il existe des bornes fontaines dans la localité, alimentées par un château d'eau. Ce dernier fonctionne avec du carburant qui est régulièrement manquant, ce qui entraîne des restrictions dans l'accès à l'eau de la communauté. Les participants aux groupes de discussion ont souligné en particulier que les quartiers à l'est et au nord de la localité éprouvent davantage de difficultés d'accès à l'eau car leur altitude est plus élevée, ce qui entraîne une pression de l'eau très faible. Des activités visant à combler les lacunes existantes font l'objet d'un projet de la part d'une ONG internationale.

Tableau 12 : Score des points d'eau d'Issari

Nom du point d'eau	Fonctionnalité
Borne Fontaine Yafati	0,75
Forage Malam Yaou	0,75
Forage privé Wakil	0,75
Borne Fontaine Adama	0,50
Borne Fontaine Yataka	0,75
Borne Fontaine Malam Moustapha	0,75
Forage du marché	0,75
Forage Malam Kabirou	0,75
Forage Elh Moumouni	0,75
Puits cimenté d'Issari	0,75
Borne Fontaine Ba Elh Tijani	0,75

E – Économie locale

La majeure partie de la population vit grâce aux activités agricoles et pastorales, à l'image de l'élevage de bovins et d'ovins, très répandue dans la communauté. D'après les participants aux groupes de discussions, la principale difficulté des éleveurs est le manque d'aliments pour leur bétail ; un agent vétérinaire est présent dans le village pour ce qui est des soins relatifs aux animaux, mais il ne dispose que de peu d'intrants zootechniques. En matière d'agriculture, la localité produit principalement du mil mais aussi du sorgho, du niébé, du gombo, de l'oseille et de l'arachide. Depuis l'intervention d'une ONG dans le village, la culture du sésame se développe aussi de manière très importante. Les participants aux groupes de discussion ont souligné l'augmentation des difficultés dans la réalisation des activités maraîchères. Cela est en partie dû au manque d'eau pour l'irrigation mais aussi à l'avancée des zones désertiques aux environs de la localité¹⁸. La réhabilitation d'un forage artésien est en cours dans l'une des cuvettes à l'est de la localité pour en faire un espace de maraîchage, avec l'appui d'un acteur humanitaire.

Dans le secteur de l'artisanat, on retrouve des activités en lien avec la confection et la couture. Le manque de matières premières et de fonds pour démarrer une affaire sont les principales barrières à la bonne conduite d'un commerce artisanal, selon les participants aux groupes de discussions. Les ventes ont été rapportées comme difficiles, et se rendre sur les marchés environnants est relativement compliqué du fait du mauvais état des infrastructures de transports. Il existe tout de même un marché à Issari, qui s'anime chaque vendredi. Un groupe de femmes formées en couture est également présent dans le village, mais ces dernières ne disposent pas de machines à coudre.

¹⁸ Dynamique spatio-temporelle de l'occupation des sols dans les régions de Maradi et Diffa (Sahel Central en République du Niger) – Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey – Zibo Garba et alii (2015)

Fiche micro-projets Issari

Micro-projet	Système de gestion des déchets solides	Promotion de l'hygiène et sensibilisation au COVID-19
Besoin(s) au(x)quel(s) le micro-projet vise à répondre	Absence de service de gestion des déchets solides à Issari, ce qui fait que les déchets sont brûlés ou dispersés dans les environs proches de la localité. La dégradation des déchets peut entraîner une pollution des sols et des eaux	ACTED réalise déjà des projets liés aux infrastructures d'eau et d'assainissement dans la communauté, il a donc été décidé d'axer les QIP d'Issari autour de la sensibilisation à l'hygiène et au COVID-19 pour permettre à une grande partie de la population d'utiliser réellement et à leur plein potentiel les infrastructures présentes.
Nature	Construction d'infrastructures / sensibilisation vis-à-vis de la pollution	Sensibilisation et distribution de kits d'hygiène
Niveau de réalisation	Nouveau projet	Nouveau projet
Localisation	Au sein de chaque quartier pour les points de collecte, un peu à l'écart des habitations pour le site d'élimination	Autour des infrastructures d'hygiène et d'assainissement
Porteur	Mairie et comité de gestion des déchets	Chefs communautaires pour la désignation des bénéficiaires
Bénéficiaires directs	Ensemble de la communauté	150 ménages pour les kits hygiène, et 75 femmes pour les kits dignité
Bénéficiaires indirects	Ensemble de la communauté	Ensemble de la communauté
Modalités proposées de mise en œuvre	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le comité de gestion des déchets s'occuperont du suivi du projet.	ACTED organise les distributions et les sensibilisations
Calendrier proposé de mise en œuvre	Construction et sensibilisation à partir de début juillet 2020 jusqu'à la deuxième semaine d'août	Sensibilisation au cours du mois de juillet 2020
Coûts estimatifs	2 474 USD pour l'ensemble du micro-projet, dont : <ul style="list-style-type: none"> - 1 060 USD pour l'aménagement du site d'élimination des déchets, avec des travaux en régie - 680 USD pour les formations à destination du comité de gestion et pour assurer le suivi pendant 3 mois - 566 USD pour l'aménagement des points de collecte et une charrette de transport - 168 USD pour les outils de construction 	4 417 USD pour l'ensemble du micro-projet, dont : <ul style="list-style-type: none"> - 3 180 USD pour la distribution des 150 kits d'hygiène ménage et la sensibilisation au COVID-19 - 1 237 USD pour la distribution des kits de dignité féminine et la sensibilisation associée

LOCALITÉ DE WARAGOU

A – Contexte

Waragou est située dans la commune de Gueskéroù, à 30 km au nord-est de la ville de Diffa. D'après un rapport d'évaluation multisectorielle du mécanisme de réponse rapide (RRM) datant de 2019, la population de ce village est estimée à environ 3 500 personnes¹⁹. Les participants aux groupes de discussions ont indiqué que le village a été la destination de plusieurs vagues de déplacements forcés ; la première datant de 2015, et la seconde de 2019, toutes deux causées par les actions violentes de groupes armés non-étatiques dans la région²⁰. Certains déplacés sont également arrivés dans la localité après les inondations provoquées par la Komadougou en fin d'année 2019. Selon les enquêtés, les communautés de déplacés n'auraient pas l'intention de repartir vers leur localité d'origine tant que les conditions sécuritaires ne se seront pas améliorées. Une partie de ces déplacés habite avec les communautés hôtes et partage un bassin de vie, tandis qu'une autre partie habite en périphéries est et nord de la ville.

B – Éducation

La localité de Waragou ne possède qu'une seule école primaire, ce qui semble insuffisant au vu de la population totale estimée dans le village. Elle possède des latrines fonctionnelles, mais elle n'a ni accès à l'eau ni à l'électricité, ni même de clôture. L'effectif des élèves, en augmentation depuis 2015, s'établissait à 78 enfants, au moment de la collecte de données. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait qu'une partie des enfants n'est pas scolarisée²¹. A la différence de ce qui a été rapporté lors de l'évaluation en 2019, il n'y a plus qu'une seule enseignante dans la structure, ce qui impose un enseignement en double flux, à raison de 39 élèves par classe ; un nouvel enseignant a cependant été affecté dans la communauté et devrait arriver prochainement. Il existe une cantine à l'école primaire, mais les participants aux groupes de discussion ont souligné que l'absence d'eau rend le fonctionnement de ce service difficile.

Carte 6: Score et localisation des service sociocommunautaires de Waragou

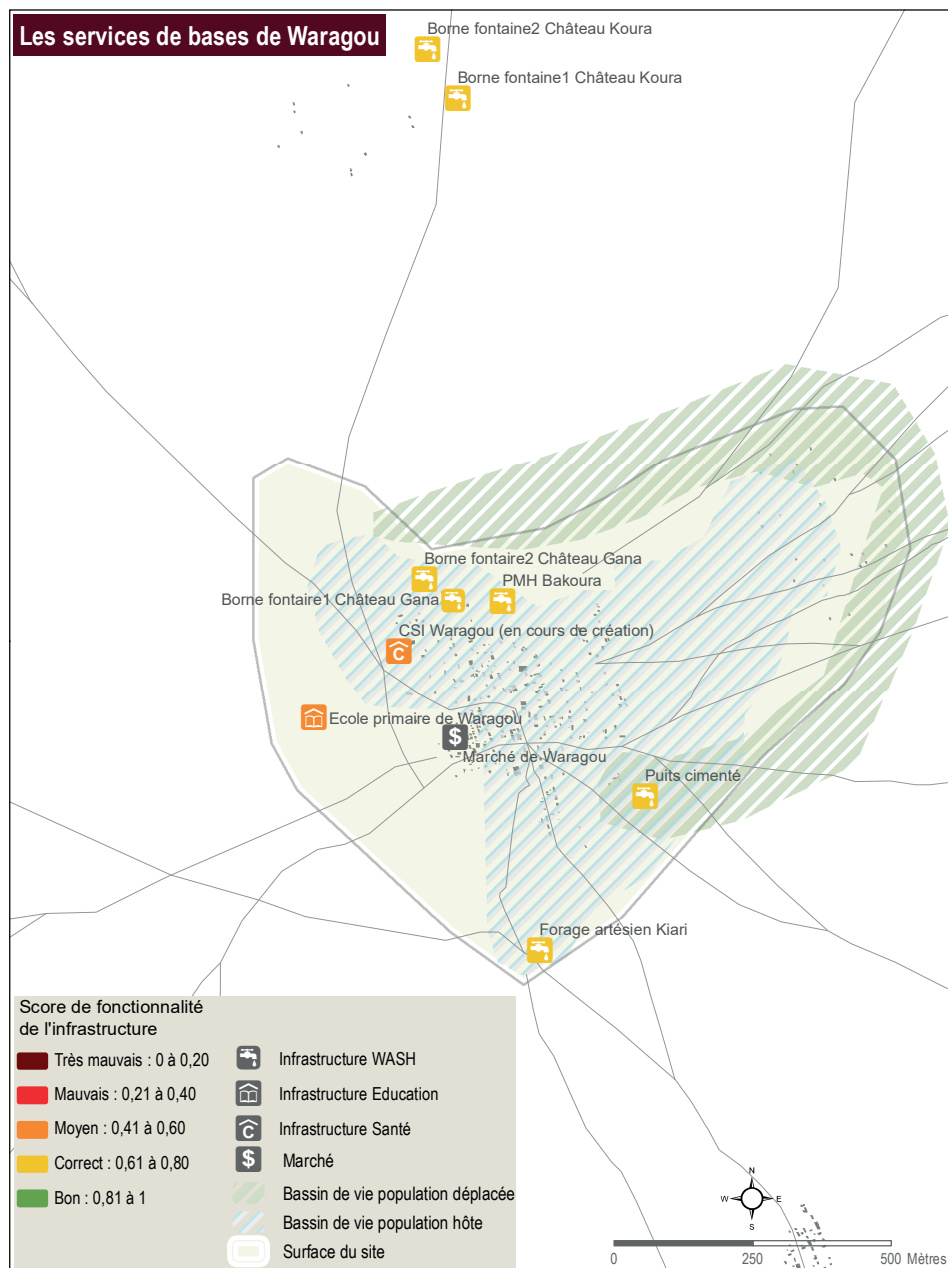


Tableau 13 : Score des services éducatifs de Waragou

Nom de la structure	Locaux	Équipement	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
École primaire de Waragou	0,70	0,35	0,47	0,60	0,53

¹⁹ Rapport d'évaluation multisectorielle N°23/Septembre/2019/RRM/IRC - Site de Waragou

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid

C – Santé

Il existe une case de santé dans le village qui connaît une fréquentation croissante, approximativement 65 personnes par semaine, pour un seul infirmier et deux matrones (accoucheuses traditionnelles). Les scores de ce service sont relativement bons, à l'exception du score de fréquentation. Néanmoins, la décision a été prise par les autorités de transformer cette case de santé en un Centre de Santé Intégré de type I (dont la construction est en cours), ce qui devrait aider à résoudre cette problématique. Ainsi, il était prévu, en date du diagnostic, de construire de nouveaux locaux, une clôture, ainsi que de relier le centre aux réseaux d'eau et d'électricité.

Tableau 14 : Score des services de santé de Waragou

Nom de la structure de santé	Équipements sanitaires	Locaux	Personnel	Paquet minimum d'activités	Fréquentation	Score total
Case de santé de Waragou	0,63	0,43	0,70	0,79	0,25	0,56

D – Eau & Assainissement

En ce qui concerne la gestion des déchets, aucun système n'était en place en date du diagnostic. Pour les latrines communautaires, quatre sont fonctionnelles dans la localité et cinq sont en cours de construction. Les participants aux groupes de discussions ont néanmoins mis en lumière que les comités de gestion des latrines fonctionnent difficilement, ce qui limite la propreté des latrines.

L'accès à l'eau est assuré principalement par des bornes fontaines alimentées par un château d'eau et un unique forage. Le forage est beaucoup plus utilisé dans la mesure où il s'agit de l'unique source d'eau potable ; l'eau provenant des autres sources ayant soit un goût de natron, soit de sel. Ces points d'eau sont ainsi utilisés pour abreuver les animaux des éleveurs de la localité. Les participants aux groupes de discussion ont souligné que plusieurs pompes à motricité humaine sont en panne au sein de la communauté, une seule étant opérationnelle, ayant bénéficié de l'appui d'un acteur humanitaire.

Tableau 15 : Score des points d'eau de Waragou

Nom du point d'eau	Fonctionnalité
PMH Bakoura	0,75
Borne Fontaine 1 Château Gana	0,75
Borne Fontaine 2 Château Gana	0,75
Borne Fontaine 1 Château Koura	0,75
Borne Fontaine 2 Château Koura	0,75
Forage artésien Kiari	0,75
Puits cimenté	0,75

E – Économie locale

Le secteur agricole dans la localité produit majoritairement du mil, du sorgho et du niébé. L'oseille, le gombo et l'arachide sont également des cultures importantes dans la zone. Les participants aux groupes de discussion ont indiqué manquer d'engrais, de semences, de produits phytosanitaires et d'outils modernes pour augmenter la productivité de leurs terres. L'autre difficulté majeure est le manque d'espace pour cultiver, du fait des craintes des populations locales vis-à-vis des groupes armés non-étatique. Ces craintes ont été confirmées à la fin du mois d'août 2019, lorsqu'une attaque a coûté la vie à 12 personnes dans la localité²². Cela influence également le secteur de l'élevage, dont les espaces de pâturage sont eux aussi limités. Le secteur souffre également d'un manque d'aliments pour les bêtes et de soins, d'après les participants aux groupes de discussions. Des vols d'animaux ont également été mentionnés à deux reprises.

Le secteur artisanal se compose principalement d'activités liées à la confection et au textile. Les artisans manquent d'accès aux matières premières en quantité suffisante et les participants aux groupes de discussion ont rapporté que les ventes sont difficiles. Waragou dispose cependant d'un marché officiel permanent mais relativement peu équipé (pas de latrines, de toit, d'accès à l'eau ou à l'électricité). Il accueille une centaine de commerçants et est en plein développement (hausse de la population, de la demande et donc du nombre de commerçants).

22 Rapport d'évaluation multisectorielle N°23/Septembre/2019/RRM/IRC - Site de Waragou

Fiche micro-projets Waragou

Micro-projet	Construction de 2 blocs à 2 cabines de latrines communautaires et réhabilitation de latrines existantes	Système de gestion des déchets solides et promotion de l'hygiène
Besoin(s) au(x)quel(s) le micro-projet vise à répondre	Insuffisance du nombre de latrines communautaires dans la localité – populations, en particuliers les déplacés, pratiquent la défécation à l'air libre ce qui peut entraîner des problèmes sanitaires	Absence de service de gestion des déchets solides à Waragou, ce qui fait que les déchets sont brûlés ou dispersés dans les environs proches de la localité. La dégradation des déchets peut entraîner une pollution des sols et des eaux.
Nature	Construction d'infrastructures / promotion de l'hygiène	Construction d'infrastructures / sensibilisation vis-à-vis de la pollution et de l'hygiène (réponse COVID-19)
Niveau de réalisation	Nouveau projet	Nouveau projet
Localisation	A proximité de la mosquée de Waragou	Au sein de chaque quartier pour les points de collecte, un peu à l'écart des habitations pour le site d'élimination
Porteur	Mairie	Mairie et comité de gestion des déchets
Bénéficiaires directs	Ménages ne disposant pas de latrines personnelles	Ensemble de la communauté + 75 femmes bénéficiaires de kits de dignité féminine
Bénéficiaires indirects	Toute la communauté en raison de la réduction des risques sanitaires liées aux maladies	Ensemble de la communauté
Modalités proposées de mise en œuvre	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués en régie par des travailleurs locaux. La s'occupera du suivi du projet.	ACTED est le maître d'œuvre. Les travaux sont effectués par des travailleurs locaux. La mairie et le comité de gestion des déchets s'occuperont du suivi du projet.
Calendrier proposé de mise en œuvre	Au cours des 3 premières semaines de juillet 2020	Construction et sensibilisation à partir de de la deuxième semaine de juillet 2020 jusqu'à la troisième semaine d'août
Coûts estimatifs	2 650 USD pour l'ensemble du micro-projet dont : <ul style="list-style-type: none"> - 1 855 USD pour les matériaux de constructions - 530 USD pour la main d'œuvre - 265 USD pour la réhabilitation des latrines communautaires déjà existantes mais non-fonctionnelles 	4 418 USD pour l'ensemble du micro-projet, dont : <ul style="list-style-type: none"> - 3 181 USD pour la distribution des 150 kits d'hygiène ménage et la sensibilisation au COVID-19 - 1 237 USD pour la distribution des kits de dignité féminine et la sensibilisation associée